

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/IP/W/9
13 avril 2004

(04-1635)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce
Session extraordinaire

Original: anglais

PROPOSITION CONJOINTE RELATIVE À UN SYSTÈME MULTILATÉRAL DE NOTIFICATION ET D'ENREGISTREMENT DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES POUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX

Communication de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, du Chili, de l'Équateur,
d'El Salvador, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande

La communication ci-après, datée du 6 avril 2004 et adressée par les délégations de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, du Chili, de l'Équateur, d'El Salvador, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande, est distribuée à la Session extraordinaire du Conseil des ADPIC.

Questions et réponses

Quelles sont les obligations actuelles des Membres en matière d'indications géographiques?

L'Accord sur les ADPIC prévoit deux sortes de protection pour les indications géographiques.

L'article 22 prévoit pour tous les produits une protection fondée sur l'objectif consistant à prévenir la concurrence déloyale et à empêcher que les consommateurs ne soient trompés. Il exige que les Membres prévoient les moyens juridiques qui permettent d'empêcher l'utilisation d'une indication géographique qui "suggère que le produit en question est originaire d'une région géographique autre que le véritable lieu d'origine d'une manière qui induit le public en erreur quant à l'origine géographique du produit", ainsi que "toute utilisation qui constitue un acte de concurrence déloyale" au sens de la Convention de Paris (1967).

L'article 23 prévoit un niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux en interdisant l'utilisation d'indications géographiques lorsque les produits ne proviennent pas du lieu désigné, même lorsque la véritable origine du produit est indiquée. Il interdit aussi l'utilisation d'une indication géographique même lorsque celle-ci est accompagnée d'expressions telles que "genre", "type" ou "style", termes qui visent spécifiquement à protéger le consommateur afin qu'il ne soit pas trompé quant à l'origine des produits.¹

L'article 24 accorde aux Membres un certain nombre d'exceptions à la protection des indications géographiques.

¹ La nouvelle sorte de protection prévue à l'article 23 pour les produits relevant de deux positions tarifaires seulement était une concession spécifique et limitée accordée dans le cadre d'un programme de négociation plus large au cours du Cycle d'Uruguay.

Parallèlement, l'Accord sur les ADPIC ménage aux Membres une grande flexibilité quant à la manière de s'acquitter de leurs obligations. L'article 1:1 dispose ce qui suit: "... [l]es Membres seront libres de déterminer la méthode appropriée pour mettre en œuvre les dispositions du présent accord dans le cadre de leurs propres systèmes et pratiques juridiques". En conséquence, les gouvernements du monde entier se sont acquittés de leurs obligations en matière d'indications géographiques au regard de l'Accord sur les ADPIC essentiellement de quatre façons: systèmes d'enregistrement *sui generis*, lois ad hoc, systèmes de certification et de marques collectives, systèmes de lutte contre la concurrence déloyale.²

Quel est l'objet des négociations sur le registre pour les vins et les spiritueux?

L'objet des négociations est énoncé à l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC: "Afin de *faciliter* la protection des indications géographiques pour les vins, des négociations seront menées au Conseil des ADPIC concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins susceptibles de bénéficier d'une protection *dans les Membres participant au système*" (pas d'italique dans l'original).³

La participation au système est volontaire. En outre, le système ne devrait pas accroître ou diminuer les droits et obligations existants des Membres résultant de l'Accord sur les ADPIC, qu'un Membre choisisse ou non de participer au système.

Comme l'a dit le Président de la Session extraordinaire du Conseil des ADPIC tenue en 2003, les Membres conviennent que "... le système multilatéral ne devrait pas avoir pour objectif d'accroître le niveau de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux prévu dans l'Accord sur les ADPIC mais de faciliter l'obtention de ce niveau de protection".

Conformément à l'article 1:1 de l'Accord sur les ADPIC, les Membres sont libres de déterminer la méthode appropriée pour s'acquitter de leurs obligations en matière d'indications géographiques au regard dudit accord. Les Membres sont aussi libres de déterminer eux-mêmes si un terme donné remplit ou non les conditions requises pour bénéficier d'une protection en tant qu'indication géographique sur son territoire, conformément à la section 3 de l'Accord sur les ADPIC.

Qu'est-ce que la "proposition conjointe"? En quoi faciliterait-elle la protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux?

La proposition conjointe vise à faciliter le niveau actuel de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux, tout en réduisant au minimum les charges et les coûts qui en résultent pour les Membres et en préservant l'équilibre existant des droits et obligations énoncés dans l'Accord sur les ADPIC⁴, ce qui est compatible avec l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC et le paragraphe 18 de la Déclaration de Doha.

² Voir le document SCT/6/3/Rev de l'OMPI émanant du Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques. Ce document figure dans le document SCT/8/4 de l'OMPI.

³ Voir aussi le paragraphe 18 de la Déclaration de Doha.

⁴ Voir le document TN/IP/W/5 du 23 octobre 2002 présenté conjointement par l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Japon, la Namibie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la République dominicaine et le Taipei chinois.

En particulier, les Membres établiraient un système multilatéral de notification et d'enregistrement consistant en une base de données consultable contenant toutes les indications géographiques pour les vins et les spiritueux qui sont notifiées par les Membres participants. La base de données pourrait être consultée par les Membres sur support papier ou sur le site Internet de l'OMC, et elle serait mise à jour selon les besoins.

Le système fournirait aux offices nationaux de la propriété intellectuelle des renseignements sur les droits afférents aux indications géographiques revendiqués par les producteurs sur le territoire d'un autre Membre de l'OMC. Les offices nationaux pourraient utiliser ces renseignements lorsqu'ils auraient à prendre des décisions concernant la reconnaissance et la protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux, conformément à leur législation nationale. Selon la proposition conjointe, ces décisions des offices nationaux continueraient d'être prises entièrement au niveau national, conformément à l'article 1:1 et aux articles 22, 23 et 24 de l'Accord sur les ADPIC. Pour prendre ces décisions, les Membres de l'OMC qui choisiraient de participer s'engageraient à consulter le système, ainsi que d'autres sources d'information.

Le système envisagé dans la proposition conjointe constituerait un nouvel outil pour aider les Membres à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Actuellement, les offices nationaux ne disposent même pas d'un lieu où ils puissent se procurer des renseignements sur les termes qui sont reconnus dans d'autres pays comme étant des indications géographiques. Le système multilatéral de notification et d'enregistrement prévu dans la proposition conjointe fournirait, sans entraver l'exercice de la souveraineté nationale ni l'application du droit national, les renseignements dont les offices nationaux ont besoin pour prendre des décisions en toute connaissance de cause en ce qui concerne à la fois les marques de fabrique ou de commerce et les indications géographiques.

L'information accessible grâce à ce système faciliterait donc la protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux du fait qu'il serait mis à la disposition des Membres beaucoup plus de renseignements sur le statut des noms utilisés pour désigner les vins et les spiritueux dans le monde entier.

Selon la proposition conjointe, la participation au système serait-elle volontaire?

Oui. Les Membres seraient libres de choisir/de participer ou non au système, comme l'indique le mandat prévu à l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC. Les Membres qui choisiraient de ne pas y participer n'auraient pas à notifier d'indications géographiques et ne s'engageraient pas à utiliser le système ni à consulter les renseignements qu'il contient lorsqu'ils prendraient des décisions au sujet des indications géographiques. Par contre, les Membres non participants seraient libres de consulter ces renseignements s'ils choisissaient de le faire. La consultation du système ne constituerait pas, en soi, une participation au système.

Quels sont les effets juridiques de la proposition conjointe?

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, il n'y aurait aucun effet juridique pour les Membres qui choisiraient de ne pas participer.

Pour les Membres qui choisiraient de participer, il n'y aurait aucune modification des droits et obligations de fond actuellement prévus dans l'Accord sur les ADPIC. Ces Membres s'engageraient à consulter le système pour la notification et l'enregistrement lorsqu'ils prendraient des décisions au sujet des indications géographiques conformément à leur droit national. Ainsi, il serait plus facile aux Membres de l'OMC qui consulteraient le système de s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les indications géographiques. Néanmoins, toutes les décisions concernant la protection des indications géographiques continueraient à être prises

conformément au droit national de chaque Membre de l'OMC, dans le respect des obligations actuelles énoncées dans l'Accord sur les ADPIC. La décision d'un Membre concernant les moyens juridiques de mettre en œuvre la protection des indications géographiques incomberait aux autorités nationales de ce membre. Il incomberait aussi aux autorités nationales de décider si un terme constitue ou non une indication géographique. La proposition conjointe n'irait donc pas "au-delà de ce que prévoit l'Accord sur les ADPIC".

Chaque Membre aurait le droit de décider de participer ou non au système, y compris en déterminant lui-même sa capacité d'opérer à l'intérieur du système. Un Membre pourrait à tout moment décider de participer au système ou de s'en retirer.

Selon la proposition conjointe, qu'advierait-il si des objections étaient formulées contre une indication géographique notifiée par un Membre?

Les droits et obligations existants au titre de l'Accord sur les ADPIC seraient d'application.

En particulier, selon la proposition conjointe, toutes les indications géographiques dûment notifiées par les Membres participants seraient incorporées dans le système de notification et d'enregistrement. Les renseignements contenus dans le système seraient notamment les suivants: la date à laquelle la reconnaissance a été accordée conformément à la législation du Membre présentant la notification; la date, le cas échéant, à laquelle expire la protection; et tout accord international en vertu duquel l'indication géographique notifiée est protégée. Les décisions quant à l'admissibilité au bénéfice de la protection d'une indication géographique sur le territoire d'un autre Membre seraient prises par ce membre, conformément à sa propre législation et à ses propres procédures internes.

Comme c'est actuellement le cas lorsqu'un droit de propriété intellectuelle est contesté, toute partie pourrait choisir d'engager une procédure de contestation conformément au droit national du Membre présentant la notification.

Selon la proposition conjointe, pourquoi n'est-il pas nécessaire d'établir un nouveau système pour le règlement des différends, par exemple, des négociations bilatérales obligatoires ou un arbitrage contraignant?

Ainsi qu'il est indiqué dans la réponse précédente, toutes les indications géographiques dûment notifiées par les Membres participants seraient incorporées dans le système de notification et d'enregistrement. Toute partie qui souhaiterait contester l'admissibilité au bénéfice de la protection d'une indication géographique notifiée pourrait le faire conformément à la législation et aux procédures internes du Membre ou des Membres en question. Il ne serait pas nécessaire d'établir une nouvelle procédure internationale de règlement des différends étant donné que les responsabilités afférentes aux moyens d'assurer la protection resteraient fondées sur le droit national.

Comme c'est actuellement le cas, si un Membre estimait qu'un autre Membre ne s'acquittait pas pleinement de ses obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC, le Membre plaignant pourrait invoquer les dispositions du Mémoire d'accord de l'OMC sur le règlement des différends.

La proposition conjointe est-elle "multilatérale", comme l'exige l'article 23:4?

Oui. Tous les Membres de l'OMC sont libres de participer aux négociations visant à établir le système, ainsi qu'il est indiqué à l'article 23:4 de l'Accord. Selon la proposition conjointe, tous les Membres de l'OMC auraient accès aux renseignements contenus dans le système une fois que celui-ci aurait été établi. Tous les Membres de l'OMC pourraient participer au système à tout moment.

Par ailleurs, la proposition conjointe est compatible avec notre mandat, qui est d'établir "un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins susceptibles de bénéficier d'une protection *dans les Membres participant au système*" (pas d'italique dans l'original). De toute évidence, les rédacteurs de l'article 23 n'avaient pas l'intention d'obliger tous les Membres de l'OMC à participer au système.

La proposition conjointe serait multilatérale au même titre que le "Code de pratique" multilatéral figurant à l'Annexe 3 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, qui est ouvert à l'acceptation des organismes à activité normative de tout Membre, sans pour autant être obligatoire pour tous les Membres.
